



Les effets des changements climatiques sur les opérations de maintien de la paix

Vers une adaptation nécessaire

Dr Anne Xuan Nguyen



Cette note a été réalisée grâce au soutien de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie du Ministère français des Armées. Les propos énoncés dans cette publication ne sauraient en rien engager la responsabilité des organismes pilotes de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de la France.

Remerciements

L'Observatoire Boutros-Ghali remercie la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées français pour le soutien apporté à ce travail, ainsi que les membres de l'[Observatoire Défense Climat](#) pour leur relecture.

Nous remercions aussi les enquêtées et enquêtés, dont les témoignages ont contribué à enrichir cette note de recherche.

Résumé exécutif

Selon Agathe Sarfati, six missions onusiennes sur dix sont déployées sur des zones fortement affectées par la crise climatique. Touchant les populations civiles déjà fragilisées par les conflits armés, les phénomènes météorologiques extrêmes - telles que les sécheresses et les inondations -, déstabilisent aussi l'action du personnel en uniforme sur le terrain et modifient les conditions dans lesquels il s'engage. À partir de ces constats, l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix organisait en mai 2025 un séminaire intitulé *Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable*. Cette note a pour vocation d'approfondir les discussions tenues lors de cet événement.

Dans un premier temps, la note met en lumière les effets du dérèglement climatique sur les capacités logistiques et humaines des opérations de paix. En effet, la recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes dus aux changements climatiques est un facteur immobilisant pour les troupes onusiennes. En contexte d'inondations, de tempêtes et de canicules, les déplacements deviennent ardu, dangereux, voire impossibles. Le matériel est mis à l'épreuve, et est même susceptible d'être mis hors service. Les catastrophes naturelles peuvent aussi menacer le fonctionnement des bases, notamment en matière de ravitaillement énergétique. Plus encore, les changements climatiques réduisent les ressources humaines des missions en affectant la santé du personnel, lequel court un risque de déshydratation, de coup de chaleur ou de maladies parasitaires et hydriques.

Dans un second temps, la note explique comment les changements climatiques complexifient la mise en œuvre des mandats des missions, à commencer celui de protection des civils – cœur même des missions de paix. En effet, les phénomènes liés à la dégradation du climat augmentent la dépendance des populations civiles à l'assistance humanitaire, et les surexposent à la violence. Enfin, les changements climatiques compliquent la construction de paix entreprise par les États hôtes, en collaboration avec les missions.

Par conséquent, les changements climatiques réduisent les capacités matérielles et humaines des missions à s'acquitter de leurs mandats, tout en alourdissant leur cahier des charges.

Les recommandations adressées pour une meilleure adaptation des OP aux changements climatiques et une atténuation de ses effets sur la conduite des opérations de paix comme sur les populations de l'État hôte incluent :

En amont des missions

- Assurer la formation des contingents déployés sur des terrains de crise climatique à travers la coopération entre PCT et institutions onusiennes
- Prendre en compte les éléments climatiques dès la planification des opérations
- Inscrire des objectifs clairs et durables en matière d'adaptation des missions aux changements climatiques dans les mandats

Pendant le déploiement	➤ <i>Intégrer un spécialiste Climat, paix et sécurité au sein des Missions concernées par les phénomènes climatiques</i> ➤ <i>Collaborer à l'établissement de compétences relatives au climat entre les Missions, les organisations de la société civile et les institutions de l'État hôte</i> ➤ <i>Collaborer avec les différentes agences onusiennes, et établir des partenariats entre les missions et des organes tels que le PNUD, le FAO ou encore le PNUE.</i> ➤ <i>Augmenter le ratio d'énergie renouvelable produite par les missions</i>
En retour de terrain	➤ <i>Assurer un héritage environnemental positif des OP</i> ➤ <i>Mettre en place des audits sur les vulnérabilités climatiques des missions</i> ➤ <i>Adapter les formations aux terrains en partant du RETEX et des audits climatiques</i>

Dans le présent document, les expressions au masculin s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Table des matières

Introduction.....	1
1 Problèmes logistiques et capacitaires des contingents onusiens face aux changements climatiques	2
1.1 Effets paralysants des épisodes météorologiques extrêmes.....	2
1.2 Effets incapacitants du dérèglement climatique sur le personnel des opérations de maintien de la paix	5
2 Effets des changements climatiques sur la population civile des États hôtes	8
2.1 Dégradation de la sécurité humaine des populations civiles	8
2.2 Impact des crises climatiques sur la capacité des missions à s’acquitter de leurs mandats	13
Conclusion	16
Recommandations.....	17
En amont des missions.....	17
Pendant le déploiement.....	18
En retour de terrain	19
À propos de l’auteur	20

Lexique

CCCPA	<i>Cairo International center for conflict resolution, peacekeeping & peacebuilding</i> / Centre international du Caire pour la résolution de conflits, le maintien et la consolidation de la paix
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CPS	Climat, Paix et Sécurité
CSNU	Conseil de sécurité des Nations unies
DAO	Département de l'Appui opérationnel
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DOP	Département des Opérations de paix
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
OBG	Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONUSOM II	Opération des Nations Unies en Somalie II
OP	Opération de paix
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
SGNU	Secrétaire général des Nations unies
UNPOL	ONU Police
VSS	Violences sexistes et sexuelles

Introduction

« Sur les 15 pays les plus exposés aux risques climatiques, huit accueillent une mission de maintien de la paix ou une mission politique spéciale des Nations unies », déclarait Antonio Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, lors de son allocution au Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU) en septembre 2021¹. Que ce soient les sécheresses au Mali, les pluies diluviennes en Centrafrique ou les inondations au Soudan du Sud, le théâtre des opérations de paix (OP) onusiennes coïncide souvent avec celui de crises environnementales². Pour les différentes missions déployées autour de la ceinture équatoriale – là où les phénomènes liés aux changements climatiques sont les plus tangibles, les épisodes météorologiques extrêmes font partie de l'équation. Par exemple, le camp Castor (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali - MINUSMA) essuyait, lors de la saison humide, une tempête de sable avec des vents de plus de 150km/h tous les trois à cinq jours³. Au Soudan du Sud, l'atténuation et la prévention des effets néfastes d'inondations toujours plus fréquentes sont une composante intrinsèque au déploiement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (Mission des Nations unies au Soudan du Sud - MINUSS)⁴. Cette note d'analyse se propose de mettre en lumière la façon dont la crise climatique affecte l'action du personnel en uniforme des missions onusiennes.

Encadré 1: mécanismes d'impact des changements climatiques sur la sécurité humaine

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) définit les changements climatiques comme des « changements de climat [...] attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables »⁵.

Les spécialistes du sujet distinguent les phénomènes selon leur temporalité. Certains, tels que les inondations, les tempêtes ou les glissements de terrain, sont dits « à déclenchement rapide »⁶. D'autres, à l'instar des sécheresses ou de la perturbation du régime des pluies, sont considérés comme phénomènes à « déclenchement lent » ou « diffus »⁷. Bien que moins spectaculaires, ils ne sont pas moins dangereux pour les communautés locales : ils entraînent des conséquences et effets durables sur les sociétés⁸.

Selon l'Organisation météorologique mondiale, le réchauffement climatique a multiplié par cinq la prévalence d'épisodes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles au cours des 50 dernières années⁹. Ces événements sont d'autant plus pénalisants lorsqu'ils se déroulent sur un territoire déjà affecté par les conflits armés. En plus de générer des crises humanitaires, les

¹ GUTERRES Antonio, « [Remarques du Secrétaire général lors du débat du Conseil de sécurité sur la sécurité dans le contexte du terrorisme et du changement climatique](#) », Organisation des Nations Unies (ONU), 9 décembre 2021.

² SARFATI Agathe, « [Toward an Environmental and Climate-Sensitive Approach to Protection in UN Peacekeeping Operations](#) », International Peace Institute, octobre 2022.

³ LENZ Björn, « [Stockdunkel mitten am Tag – Sandsturm über Camp Castor](#) », Bundeswehr, 13 juillet 2022.

⁴ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

⁵ [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#), ONU, 9 mai 1992.

⁶ *Ibidem*.

⁷ *Ibidem*.

⁸ NIXON Rob, *Slow violence and the environmentalism of the poor*, Harvard University Press, 2011.

⁹ « [Climat : le nombre de catastrophes a été multiplié par cinq en 50 ans, causant plus de dégâts, mais moins de décès \(ONU\)](#) », Organisation des Nations Unies, ONU Info, 1^{er} septembre 2021.

changements climatiques peuvent, à travers des mécanismes indirects, dégrader la sécurité humaine et étatique¹⁰.

Depuis les deux dernières décennies, des chercheurs et praticiens ont soulevé sous plusieurs angles les questions environnementales dans le maintien de la paix. Par exemple, les travaux de Lucile Maertens, Malkit Shoshan ou encore Claire Kupper ont mis en lumière l'importante empreinte carbone des OP, et les défis posés par la réduction de l'impact des OP sur les écosystèmes¹¹. Un nombre croissant d'experts, parmi lesquels Florian Krampe, Farah Hegazi¹², ou Agathe Sarfati¹³ (pour ne citer qu'elles et eux), se sont penchés sur les multiples implications des changements du climat dans la construction de la paix et de la sécurité dans les missions onusiennes. En janvier 2025, l'Observatoire Boutros Ghali (OBG) avait publié une étude sur la planification sensible au climat au sein des OP, et les obstacles qu'elle rencontrait¹⁴. S'inscrivant dans la continuité de ces publications, cette note met en lumière les défis logistiques et capacitaires posés aux missions par le dérèglement climatique, ainsi que les façons dont ce dernier affecte l'aptitude des OP à remplir leur mandat.

Ce travail se base sur des entretiens semi-directifs avec des praticiennes, praticiens et spécialistes des questions environnementales dans le maintien de la paix, qu'ils soient au siège des Nations unies ou déployés sur le terrain. Elle tire directement ses sources empiriques des interventions présentées lors du Séminaire de l'OBG intitulé *Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable* (Accra, 22 mai 2025)¹⁵.

Il s'agira dans un premier temps de saisir la thématique des ressources matérielles et humaines des missions face aux perturbations climatiques (1). Puis, les effets des changements climatiques sur la protection des populations civiles – cœur du mandat des OP seront mis en lumière (2). Enfin, une série de recommandations clôturera la note.

1 Problèmes logistiques, capacitaires et humains des contingents onusiens face aux effets des changements climatiques

Le dérèglement climatique est un phénomène systémique aux ramifications multiples. En plus de constituer un amplificateur de risques sécuritaires, il a des effets sur les capacités matérielles (1.1) et humaines (1.2) des missions.

1.1 Effets paralysants des épisodes météorologiques extrêmes

Sur le théâtre d'opération des OP, les changements climatiques peuvent réduire la faculté d'agir des contingents. En effet, la multiplication des désastres météorologiques dégrade l'état des voies de

¹⁰ DE GUGLIELMO Marine, THIENPONT Yente et TASSE Julie, « [Changements climatiques et foyers de conflits dans le monde](#) », *Observatoire Défense & Climat*, mai 2023.

¹¹ MAERTENS Lucile et SHOSHAN Malkit, « [Greening Peacekeeping : The Environmental Impact of UN Peace Operations](#) », International Peace Institute, 2018 ; KUPPER Claire, « [Vers une gestion responsable de l'environnement dans les opérations de paix](#) », *Observatoire Boutros Ghali*, 27 mars 2018.

¹² HEGAZI Farah, KRAMPE Florian et SEYMOUR SMITH Elizabeth, « [Climate-related Security Risks and Peacebuilding in Mali](#) », SIPRI Policy Papers, SIPRI, 2021 ; KRAMPE Florian, « [Climate Change, Peacebuilding and Sustaining Peace](#) », SIPRI Policy Briefs, SIPRI, juin 2019.

¹³ SARFATI Agathe, *loc. cit.*

¹⁴ NGUYEN Anne, « [Les défis d'une approche sensible à l'environnement dans le maintien de paix](#) », *Observatoire Boutros-Ghali*, janvier 2025.

¹⁵ « [Séminaire de l'OBG à Accra au Ghana – Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable – 26 juin 2025](#) », *Observatoire Boutros-Ghali*, 26 juin 2025.

communication cruciales aux transports et le ravitaillement des bases. Ils atteignent directement les OP en péjorant leur capacité à se déplacer sur le terrain¹⁶.

Sur le court terme, les transports – composantes critiques à l'action des missions, sont limités par les inondations et les tempêtes. Lorsque les routes et les pistes sont embourbées ou coupées, et/ou que les conditions météorologiques sont défavorables, les patrouilles et l'acheminement de matériel humanitaire deviennent plus laborieux, plus dangereux, voire impossibles¹⁷. Les sécheresses prolongées bouleversent aussi les déplacements : quand l'air se charge de poussière et de sable, la visibilité des conductrices et conducteurs se retrouve amoindrie. Par sécurité, les convois se voient obligés de ralentir. Dès lors, le ravitaillement des bases comme la distribution de l'aide de première nécessité aux populations sont retardés, diminués ou annulés¹⁸.

Pour pallier la perte de mobilité terrestre en temps d'urgences climatiques et humanitaires, l'approvisionnement de denrées critiques, telles que les médicaments, la nourriture ou encore l'eau potable, doit être assuré par voies fluviales et aériennes¹⁹. Ratia Tekenet, experte Climat, Paix et Sécurité (CPS) auprès de la MINUSS, rappelle que le transport aérien est une véritable « ligne de vie » pour les civils et les Casques bleus lors des inondations récurrentes au Soudan du Sud²⁰. Elle rappelle ainsi le caractère indispensable des avions et hélicoptères dans les opérations de secours et pour les évacuations médicales que mènent les OP²¹. De plus, les aéronefs assurent aux contingents onusiens des déplacements sûrs après les crues et les inondations. En effet, la hausse des eaux peut charrier des mines antipersonnel et des engins explosifs improvisés vers des zones préalablement nettoyées, menaçant directement la sécurité du personnel²².

Cependant, le transport aérien est plus coûteux et moins disponible²³. Son usage peut par ailleurs s'avérer impossible lorsque les héliports et les pistes d'atterrissage sont abîmés par les sinistres climatiques, ou quand la navigation devient trop périlleuse en raison de tempêtes ou des chaleurs élevées. En effet, les effets les plus conséquents des changements climatiques sur l'aviation sont en premier lieu la surchauffe des moteurs, et une impossibilité de décollage. Pendant les opérations de la MINUSMA, les chaleurs de plus de 50°C à Kidal ont maintenu les hélicoptères de la Mission au sol, en raison du manque de portance de l'air²⁴. Lorsque les décollages sont toutefois possibles, les températures élevées induisent une baisse de la capacité de chargement des hélicoptères. Dans ce

¹⁶ Entretien avec un membre des Forces armées ivoiriennes, 27 octobre 2025. Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025 ; TEKENET Ratia, « [The impact of climate change on peace operations. Lessons from UNMISS](#) », Séminaire de l'OBG « Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable », 26 juin 2025.

¹⁷ BORBI Michael, « [Ghana's defence policy on climate change and its impacts on peacekeeping operations](#) », Séminaire de l'OBG « Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable », 26 juin 2025. KAMAGATE Harouna, « [Les impacts du changement climatique sur les opérations de maintien de la paix](#) », Séminaire de l'OBG « Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable », 26 juin 2025.

¹⁸ BORBI Michael, *loc. cit.*

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ TEKENET Ratia, *loc. cit.*

²¹ LITTLE Rod, « [L'appui logistique aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies : Une introduction](#) », Institut de formation aux opérations de paix, 2019.

²² HEGAZI Farah et al., *loc. cit.*

²³ SHARLAND Lisa, PENDLEBURY Jarrod et CHAMPION Phillip, « [The role of air power in UN peacekeeping](#) », The Stimson Center, avril 2024 ; NOVOSELOFF Alexandra, « [Keeping Peace from above: air assets in UN Peace Operations](#) », International Peace Institute, octobre 2017.

²⁴ HEGAZI Farah et al., *loc. cit.*

cas, les nécessités humanitaires obligent les missions à augmenter la fréquence des rotations, et, par conséquent, leur coût.

Ratia Tekenet souligne que les changements climatiques poussent la logistique des missions dans leurs limites : sur le plan matériel, les véhicules sont plus rapidement endommagés par l'exposition aux éléments comme l'eau et le sable ou par les températures élevées. En plus de cette usure accélérée, les moyens de locomotion disponibles peuvent être mis hors service par les épisodes météorologiques extrêmes²⁵. Alors que la dotation des missions en matière de transport est sujette à d'importantes pénuries²⁶, les catastrophes liées au climat augmentent le risque de perte d'équipements critiques. À défaut de pouvoir remplacer à temps les camions, fourgons blindés, hélicoptères ou avions, la capacité d'intervention des troupes sur le terrain peut être tronquée au moment même où leur action est requise.

Un employé du Département de l'appui opérationnel (DAO) ajoute que les épisodes météorologiques extrêmes peuvent aussi endommager les infrastructures critiques au fonctionnement des bases, parmi lesquelles les installations énergétiques²⁷. Alors que près de 90% de l'électricité des camps onusiens est générée à travers l'usage de générateurs diesel, ces derniers peuvent être abîmés par les tempêtes ou les inondations²⁸. À cet effet, un membre des forces armées ivoiriennes, dont plusieurs contingents ont été déployés au sein de la MINUSMA, rapporte que la capacité des générateurs sur les camps sahéliens s'était retrouvée sensiblement réduite par l'infiltration de sable soufflé au cours des tempêtes²⁹. Par conséquent, des équipements cruciaux, tels que les dispositifs de sécurité, les caméras de surveillance et les moyens de télécommunications, peuvent subir des pannes, lesquelles menacent directement l'intégrité du personnel des bases.

Plus encore, dans un contexte de catastrophes naturelles, le fonctionnement des bases isolées peut devenir tributaire des réserves existantes en carburant fossile. Dans le cas où une alternative n'existerait pas (équipement en énergie renouvelable, prestataires d'électricité locale, cf. Encadré 2), les stocks de combustibles diminuent rapidement pour faire marcher les générateurs, alors même que les approvisionnements ne sont pas garantis³⁰. Comme expliqué supra, la dégradation des axes de communication complexifie le transport. Le convoyage des combustibles étant une opération dangereuse, elle nécessite déjà une importante main-d'œuvre pour la sécurisation des véhicules en temps normal³¹. Lorsque les routes sont dégradées, ces opérations deviennent d'autant plus coûteuses en temps et en personnel – lequel est indisponible pour toute autre tâche³². En outre, le diesel qui fournit les bases en courant provient des mêmes réserves que celui utilisé pour les véhicules³³. En cas de pénurie, les patrouilles sont réduites ou annulées, ce afin d'assurer les ressources nécessaires à la sécurité et au fonctionnement des camps³⁴.

²⁵ TEKENET Ratia, *loc. cit.*

²⁶ « [Current and emerging uniformed capability requirements for UN Peacekeeping](#) », Département des Opérations de Paix, ONU, bulletin de juin 2025.

²⁷ Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

²⁸ TREMBLAY Thierry, « [Transition to renewable energy in the field](#) », Séminaire de l'OBG « Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable », 26 juin 2025.

²⁹ Entretien avec un membre des Forces armées ivoiriennes, 27 octobre 2025.

³⁰ TREMBLAY Thierry, *loc. cit.*

³¹ ESMENJAUD Romain et RUTENBAR Sophie, « [Les énergies renouvelables et la paix en République centrafricaine. Une occasion pour l'ONU de montrer l'exemple](#) », *The Stimson Center*, juillet 2025.

³² Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

³³ TREMBLAY Thierry, *loc. cit.*

³⁴ *Ibidem*.

Encadré 2 : L'énergie renouvelable, gage d'opérationnalité et héritage positif des OP

En 2019, le SGNU Antonio Guterres s'engageait à augmenter la part de renouvelable dans les OP, avec un objectif de 40% d'énergie propre pour 2025, et 80% d'ici 2030³⁵. Cette projection est ambitieuse, étant donné qu'au moment de la déclaration du SGNU, seule 3% de l'énergie consommée par les OP était d'origine renouvelable. Cette part s'élevait à 10% en janvier 2025³⁶. À l'heure actuelle, toutes les OP sont dotées d'un cahier de charge relatif à la transition énergétique. Certaines, telles que la MONUSCO, se sont particulièrement illustrées à cet égard, étant alimentée en énergie hydroélectrique pour 30% de sa consommation³⁷. Outre la réduction des coûts financiers et de l'empreinte carbone des OP, il s'agit pour les missions de garantir le fonctionnement des bases, et l'action de terrain en cas de pénuries ou de désastres.

À cet effet, l'usage de l'énergie renouvelable et l'optimisation des circuits électriques comprenant batteries, générateurs diesel et renouvelable permet aux bases de gagner du temps et des ressources humaines précieuses en situation de crises, qu'elles soient liées aux changements climatiques ou à d'autres contingences³⁸. L'autonomie énergétique des bases garantit leur capacité d'action en toutes circonstances.

Plus encore, il importe toujours plus pour les OP de laisser un héritage positif à leur retrait : des infrastructures telles que les panneaux solaires, les hydroliennes et les éoliennes installées pour le fonctionnement des missions, peuvent par la suite bénéficier aux États hôtes³⁹. À cet égard, un employé du DAO expliquait que l'acquisition de nouveaux équipements n'était pas toujours nécessaire. En effet, les missions peuvent aussi œuvrer à l'amélioration des infrastructures locales sur lesquelles elles s'appuient le temps de leur déploiement (centrales électriques, centre de traitement des déchets, etc.) – infrastructures qui bénéficieront dans leur entièreté aux communautés de l'État hôte après le retrait⁴⁰.

Par conséquent, les changements climatiques dégradent les conditions d'engagement des OP. Il détériore l'accessibilité et la visibilité des voies de communication, occasionnant une multitude de conséquences délétères : immobilisation des patrouilles, ralentissement ou annulation des convois d'aide et de ravitaillement, ainsi que des évacuations médicales⁴¹. Pour le colonel Michael Yao Borbi, des Forces armées ghanéennes, la perte de ce temps précieux implique une augmentation de la mortalité des plus vulnérables⁴².

1.2 Effets incapacitants des dérèglements climatiques sur le personnel des opérations de maintien de la paix

En plus de leurs répercussions négatives sur la capacité matérielle des missions, les perturbations météorologiques dégradent la santé du personnel. Tant les populations civiles que les contingents sont affectés par le dérèglement climatique, que ce soient à travers les inondations, les sécheresses ou les épisodes de chaleur humide prolongés.

³⁵ « [Peacekeeping and clean energy](#) », Planetary Security Initiative, *Clingendael Institute*, 14 octobre 2024 ; « [Historic Renewable Energy Compact for Peacekeeping Formally Launched at IRENA Assembly](#) », *IRENA*, 15 janvier 2023.

³⁶ « [Celebrating progress towards clean energy](#) », DAO, *Nations Unies*, 24 janvier 2025.

³⁷ HOLT Victoria et HOPKINS Alexander, « [Shifting power. Transitioning to renewable energy in United Nations Peacekeeping operations](#) », *The Stimson Center*, janvier 2021.

³⁸ Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

³⁹ HOLT Victoria, « [A Positive Legacy? UN Peace Operations and Renewable Energy](#) », *Ethics & International Affairs*, v.38, n.4, pp.444-463, décembre 2024.

⁴⁰ Entretien avec un employé du DAO, 12 novembre 2025.

⁴¹ HEGAZI Farah *et al.*, *loc. cit.*

⁴² BORBI Michael, *loc. cit.*

Avec la hausse des températures et l'allongement des sécheresses, les Casques bleus peuvent être déployés sur des terrains de canicule extrême. Or, la chaleur augmente sensiblement la consommation d'eau des troupes – en particulier en conditions de chaleur humide⁴³. Selon une étude du *Borden Institute* de l'armée étatsunienne, les besoins en eau d'un soldat normalement équipé (avec une tenue de combat adaptée) passent de deux à quatre litres d'eau par 10°C à quatre à dix litres lorsque le mercure dépasse les 30°C⁴⁴. À défaut d'un apport hydrique suffisant, le personnel risque de tomber en déshydratation ou de subir des coups de chaleur fatals. Selon une étude effectuée par l'armée ukrainienne, un taux de déshydratation de 4 à 5 % du poids individuel peut entraîner une diminution des capacités physiques et cognitives pouvant atteindre 50%⁴⁵. Sur le théâtre des conflits armés, une réduction de la vigilance et des facultés corporelles menace directement la vie des troupes. Le stockage de l'eau potable devient donc un enjeu crucial aux missions, ajoutant, dans un contexte de pression sur les ressources hydriques, un défi logistique supplémentaire⁴⁶.

Les températures élevées exposent aussi le personnel à des risques sanitaires. D'une part, la chaleur sèche des canicules rend le sol poussiéreux. En plus de limiter la visibilité pendant les déplacements, cette poussière s'infiltre dans les véhicules, sous les vêtements, et est respirée par les soldats, policiers et civils. Les contingents ivoiriens de la MINUSMA déployés dans le Sahel malien ont ainsi signalé des problèmes cutanés et des pathologies pulmonaires liées à l'inhalation répétée d'impuretés⁴⁷. L'exposition aux rayons UV touche aussi les effectifs. Pendant les longues journées en extérieur, le renouvellement de la protection solaire n'est pas toujours possible, ce qui péjore la santé cutanée du personnel⁴⁸.

D'autre part, l'intervention en climat chaud et humide n'est pas sans risque pour les troupes. En premier lieu, le déploiement dans ces circonstances est propice aux coups de chaleur d'exercice chez le soldat⁴⁹. En second lieu – et de manière plus critique, la chaleur humide constitue un terrain favorable au développement de maladies. Elle favorise notamment la reproduction de moustiques vecteurs de parasites. À titre d'exemple, un membre des forces armées ivoiriennes expliquait lors de la conférence de l'OBG à Accra avoir observé une hausse des cas de malaria parmi les troupes déployées en RCA. Cette augmentation pouvait être associée, selon lui, à un prolongement et à une intensification de la saison des pluies sur le terrain⁵⁰. Sur le plan statistique, des études épidémiologiques plus poussées doivent encore être effectuées sur l'existence d'un lien entre changements climatiques et maladies, telles que la malaria. Ce lien, s'il existait, serait par ailleurs multifactoriel, spécifique aux zones géographiques et évolutif dans le temps. Cependant, la littérature scientifique souligne déjà les incidences des perturbations environnementales. Les zones de contamination seront plus larges ; les saisons de reproduction des anophèles plus longues ; enfin, les

⁴³ MONTAIN Scott et ELY Matthew, « [Water Requirements and Soldier Hydration](#) », *Borden Institute Monograph Series*, 2010.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ SAVYTSKYI V.L, KAZMIRCHUK A.P *et al.*, « [Peculiarities of water consumption of military services on the qualification course of Special Operations Forces of the Armed Forces of Ukraine](#) », *Current aspects of military medicine*, vol.28, n.1, 2021, pp.45-57.

⁴⁶ JOURDE Mathilde, « [Les impacts du changement climatique sur le déploiement des opérations de paix](#) », *Séminaire de l'OBG « Intégrer les enjeux environnementaux dans les opérations de maintien de la paix. Anticiper les crises, freiner les émissions et planifier de manière durable »*, 26 juin 2025.

⁴⁷ KAMAGATE Harouna, *loc. cit.*

⁴⁸ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSMA, 29 octobre 2025.

⁴⁹ PERIARD Julien, DEGROOT David et JAY Ollie, « [Exertional heat stroke in sport and the military: epidemiology and mitigation](#) », *Experimental physiology*, vol.107, n.10, 29 août 2022, pp.1111-1121.

⁵⁰ KAMAGATE Harouna, *loc. cit.*

zones touchées actuellement par les épidémies de malaria – telles que les pays d’Afrique subsaharienne le seront plus lourdement⁵¹.

Plus encore, la dégradation des infrastructures sanitaires par des catastrophes climatiques réduit l’accès à l’eau potable, et majore le risque de transmission de pathogènes et de polluants au sein des contingents parmi les populations civiles. Un employé du DAO expliquait à cet effet que les inondations causées par les fortes pluies et les crues au Soudan du Sud pouvaient faire déborder les fosses septiques et le système de traitement des eaux usées. En plus de cela, l’eau pluviale peut s’infiltrer sous des sites d’entreposage de déchets, et causer une pollution des sols⁵². Ces dommages sur les infrastructures – qu’elles soient celles de l’ONU ou celles des États hôtes, causent immanquablement des cas de maladie et d’intoxication graves au sein du personnel comme parmi les communautés locales.

Les sinistres climatiques ont déjà engendré la propagation d’épidémies à l’instar d’Haïti en 2010. Alors qu’un tremblement de terre avait fragilisé l’État haïtien, la mauvaise gestion des eaux par les contingents de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) conjuguée à des inondations et des ouragans ont causé une épidémie de choléra. Non seulement les cas se sont multipliés parmi les membres du contingent, mais ils se sont également diffusés au sein de la population haïtienne fragilisée. Le bilan a été lourd : plus de 5000 personnes y auraient perdu la vie selon les estimations de Médecins sans frontières⁵³. Cette dégradation de la situation humanitaire a complexifié le travail de la MINUSTAH, et a fait naître un fort ressentiment chez des civils et des institutions locales à son endroit⁵⁴. Pour prévenir la reproduction de cette situation, le Département de l’Appui Opérationnel (DAO) a établi, en 2016, sa *Politique de traitement des déchets pour les OP*⁵⁵, et s’assure du respect des normes environnementales à travers des inspections semestrielles⁵⁶. Les désastres environnementaux ont poussé le DAO à mettre à jour ses pratiques de gestion de l’empreinte des OP sur les écosystèmes et la santé publique des communautés hôtes. Les inondations récurrentes, telles que celles vécues sur le terrain de la MINUSS, entrent à présent dans la planification et l’atténuation des risques dans la gestion des déchets et des eaux sales des OP⁵⁷.

Lors du séminaire 2025 de l’OBG à Accra, le lieutenant-colonel Harouna Kamagate expliquait que les sections ivoiriennes déployées à Bria se retrouvaient parfois en déficit de personnel en raison des problèmes de santé liés aux changements climatiques⁵⁸. Combinées à l’effet immobilisant des changements climatiques soulevé en partie 1.1, les afflictions sur l’intégrité physique du personnel péjorent sensiblement l’opérationnalité des missions. Alors que les tâches attribuées aux soldats de la paix ne changent pas, les conditions d’exécution, quant à elles, évoluent. Lorsque l’action de terrain est limitée par les aléas climatiques, c’est la capacité des OP à s’acquitter de la protection des civils - cœur même du mandat des OP, qui est affectée. Afin de pallier cette perte de faculté d’agir, les moyens – tant matériels qu’humains, seront certainement amenés à être adaptés.

⁵¹ KULKARNI Manisha, DUGUAY Claudia et OST Katarina, « [Charting the evidence for climate change impacts on the global spread of malaria and dengue and adaptive responses: a scoping review of reviews](#) », *Globalization and Health*, vol.18, n.1, 2021.

⁵² Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

⁵³ LUQUERO Francisco et al., « [Mortality rates during cholera epidemic, Haiti, 2010-2011](#) », *Emerging infectious diseases*, vol.22, n.3, mars 2016.

⁵⁴ MAERTENS Lucile et SHOSHAN Malkit, *loc. cit.*

⁵⁵ NGUYEN Anne, *loc. cit.*

⁵⁶ Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

⁵⁷ Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

⁵⁸ KAMAGATE Harouna, *loc. cit.*

2 Effets des changements climatiques sur la population civile des États hôtes

Le CSNU a pointé à plusieurs reprises les répercussions du dérèglement climatique sur la sécurité des civils dans les conflits armés – y compris ceux sur lesquels des forces de maintien de la paix sont déployées. En 1993, le CSNU soulignait, en préambule du mandat de l'Opération des Nations unies en Somalie II (ONUSOM II), les effets de la sécheresse sur la situation humanitaire ([S/RES/814](#)). Les conséquences de la crise écologique sur les populations ont été reconnues, entre autres, pour la MINUSMA ([S/RES/2423](#)), pour la MINUSS ([S/RES/2567](#)) ou encore pour la MINUSCA ([S/RES/2759](#)).

À partir des constats du CSNU, il s'agit ici de comprendre plus en détail les façons dont les changements climatiques dégradent la sécurité humaine (2.1), et complexifient la mise en œuvre des mandats de protection des civils et de construction de la paix portés par les OP (2.2). Ces deux derniers volets constituent les principales raisons d'être des troupes onusiennes sur le terrain. Il importe donc de s'attarder sur les effets des changements climatiques sur les populations afin de mieux saisir les difficultés auxquelles les missions sont confrontées dans la complétion de leurs objectifs.

2.1 Dégradation de la sécurité humaine des populations civiles

Si les perturbations climatiques affectent la population mondiale dans son ensemble, elles sont particulièrement destructrices dans les pays dits « du Sud »⁵⁹. Qu'ils progressent lentement ou se déclenchent de manière soudaine, les effets des changements climatiques y sont saillants, et menacent directement la sécurité humaine⁶⁰.

L'un des points communs des grandes missions onusiennes des 20 dernières années est leur déploiement dans des États où une majorité de la société vit de l'agriculture de subsistance⁶¹. Par conséquent, l'un des risques principaux pour les populations civiles est l'insécurité alimentaire générée par la baisse de rendements agricoles causés par le dérèglement climatique. Les sécheresses comme les inondations endommagent les terres arables et les pâturages. Elles raréfient *ipso facto* les ressources agricoles. Au niveau global, la sécurité alimentaire est menacée. Selon le scénario 8.5 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il se pourrait qu'entre 8 millions et 80 millions de personnes se trouvent en danger de famine en raison de l'érosion de la productivité agricole liée au climat⁶². Sur le terrain des OP, cette insécurité est d'autant plus exacerbée par la fragilité qui peut toucher les institutions de l'État hôte, qui ne sont pas toujours en mesure de pallier les conséquences de l'appauvrissement des écosystèmes sur leur population⁶³.

Le cas du Soudan du Sud, où la famine a été déclarée en 2017, illustre bien la façon dont les interactions entre changements climatiques et guerre affectent les civils. Selon le Programme alimentaire mondial

⁵⁹ SIBONGISENI NGCAMU Bethuel, « [Climate change effects on vulnerable populations in the Global South: a systematic review](#) », *Natural Hazards*, Vol. 118, pp.977-991, 4 juillet 2023.

⁶⁰ BARNETT Jon, « [Security and climate change](#) », *Global environmental change*, vol.13, 2003, pp.7-17.

⁶¹ KRAMPE Florian, *loc. cit.*

⁶² Le scénario RCP 8.5 du GIEC est une modélisation dite « *business as usual* » des évolutions climatiques. Celui-ci se produirait si aucune mesure pour prévenir et atténuer les effets des changements climatiques n'est mise en œuvre. Il est caractérisé par une multiplication par deux des émissions de gaz à effets de serre d'ici 2100. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « [Summary for Policymakers](#) » dans MASSON-DELMOTTE Valérie et al. (dirs.), *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, 2021, pp.3-32; Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « [Fact sheet – Food and water](#) », IPCC, 2023 ; MBOW C. et al., « [Food Security](#) », dans SHUKLA P.R et al. (Dir.), *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, GIEC, 2019.

⁶³ KRAMPE Florian, *loc. cit.*

(PAM), cette situation critique trouve son origine tant dans les sécheresses et les inondations récurrentes que dans le conflit armé déstabilisant le pays depuis 2011 (date de son indépendance)⁶⁴. En 2025, on estimait qu'entre 6,1 millions ([S/RES/2779](#)) et 7,7 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population sud-soudanaise — faisaient face à l'insécurité alimentaire⁶⁵. Cela représente autant d'individus qui pourraient devenir potentiellement dépendants de l'aide humanitaire prodiguée par l'ONU ou par d'autres organismes.

Outre le risque de famine, les perturbations climatiques comportent de multiples ramifications négatives pour la sécurité humaine. Les déplacements internes sont un autre aspect des dangers auxquels sont confrontés les civils. Face aux désastres météorologiques, de nombreuses personnes sont forcées de se réfugier dans des zones sûres. Selon l'*Internal Displacement Monitoring Centre*, les catastrophes naturelles ont causé en 2024 plus de 45,8 millions de déplacements internes⁶⁶. L'organisation note qu'avec l'augmentation de la fréquence des sinistres liés aux dérèglements de l'écosystème mondial, ce bilan est amené à s'alourdir⁶⁷. Ces déplacements exposent les populations à d'innombrables dangers : violence physique, violences sexistes et sexuelles, vol à main armée, extorsions ou encore recrutement forcé dans des groupes armés. Deux exemples illustrent la portée des risques encourus par les civils : celui des déplacements interétatiques au Soudan du Sud (MINUSS), et des camps de réfugiés en Somalie (UNSOM II).

Le premier cas montre comment les catastrophes causées par les bouleversements du climat peuvent, dans un conflit, aggraver les violences intercommunautaires. Le Soudan du Sud est actuellement divisé en dix États correspondant aux territoires traditionnels des différents groupes socioculturels dans le pays. Il existe, entre ces collectivités locales, d'importantes tensions, mais aussi des accords relatifs au franchissement des frontières internes. Une des formes d'accord est l'autorisation de passage et de pâturage entre sociétés d'éleveurs semi-nomades et d'agriculteurs. Des calendriers et des corridors sont prédéterminés en amont, afin d'éviter l'exacerbation de conflictualités autour des périodes de transhumance. Or, en 2024, les inondations répétées dès la fin de l'été ont poussé nombre de communautés pastorales à se réfugier avec leur bétail, par-delà les lignes territoriales, en dehors des temporalités prévues. Dans un contexte de tensions politiques et de pression sur la sécurité alimentaire, un membre du personnel de la MINUSS explique avoir observé des hausses de cas de violences intercommunautaires lors des déplacements en saison de récoltes⁶⁸.

Encadré 3 : changements climatiques et violences intercommunautaires, un lien de causalité linéaire ?

Le dérèglement climatique est fréquemment qualifié de « catalyseur de violences », voire de « catalyseur de chaos ». En effet, l'émergence de violences, telles que des émeutes ou l'exacerbation de conflictualités intercommunautaires, est souvent associée aux effets du dérèglement des écosystèmes. S'il est erroné d'écarter l'incidence du climat sur les conflits armés, il serait aussi faux d'attribuer un lien de cause à effet direct entre dégradation de l'environnement et de la paix. Selon des polémologues comme Nina von Uexkull, Halvard Buhaug ou encore Bruno Charbonneau, il s'agit

⁶⁴ « [Food lifeline fading for millions in South Sudan hit by conflict and climate shocks](#) », ONU, 22 juillet 2025.

⁶⁵ « [Famine stalks two counties in South Sudan as fragile peace is threatened](#) », ONU, 12 juillet 2025.

⁶⁶ « [IDMC Report: Record 83 Million People Living in Internal Displacement Worldwide](#) », Environmental migration portal, *Organisation internationale pour les migrations*, 14 mai 2025.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

plus de corrélations que de causes⁶⁹. Le GIEC considère par ailleurs que les fondements statistiques à un tel lien sont relativement ténus⁷⁰.

Cela étant dit, la crise climatique renforce les dynamiques historiques d'exclusion, de vulnérabilité, de prédation des élites locales et de conflictualité existantes. Dans un contexte de guerre, d'affaiblissement de la gouvernance sécuritaire, l'intensité et la fréquence des affrontements augmentent à chaque nouvelle crise, qu'elle soit climatique ou politique. En cela, la perturbation des écosystèmes met en exergue des lignes de fractures dans les sociétés et entre les États⁷¹.

Les conflits intercommunautaires dans un contexte de changements climatiques ne sont donc pas inéluctables⁷². Des mesures simples et peu coûteuses telles que celles mises en place par la MINUSS et la MINUSMA, se sont avérées efficaces dans la prévention de violences liées aux ressources environnementales. Au Soudan du Sud, l'organisation de conférences entre les différents groupes (agriculteurs, chasseurs, éleveurs) pour déterminer par avance des protocoles d'urgence, des aires refuges en cas d'inondations et des plateformes de discussions a contribué à réduire les affrontements pendant les périodes de transhumance, de sécheresses et de crues⁷³. La MINUSMA avait également mis en place des espaces de rencontre entre communautés peules et dogons en amont des transhumances, et encouragé les dirigeants locaux à s'exprimer sur les conséquences de la dégradation du climat sur leurs moyens de subsistance⁷⁴. Au-delà de la résolution de problèmes ponctuels, ces rencontres permettent l'établissement d'une compréhension mutuelle et d'un dialogue continu, qui désamorcerait les tensions à leur racine.

Enfin, la coopération dans l'atténuation des effets des changements climatiques peut être un puissant outil de construction de la paix. Les expériences montrent que des communautés concurrentes pouvaient apaiser leurs relations sur le long terme, en s'associant dans la gestion des ressources environnementales et en organisant leur résilience collective face aux perturbations de leur écosystème⁷⁵.

En général, les mouvements de population, qu'ils soient motivés par une urgence humanitaire ponctuelle ou par une adaptation plus diffuse aux changements climatiques, exposent les civils à de nombreux dangers pour leur intégrité physique. En prenant de nouveau le cas du Soudan du Sud, les sociétés pastorales voyageant vers des zones sèches pendant les crues sont confrontées aux violences et au vol de bétail par des groupes armés. En temps de paix, ces voyages font partie des stratégies de survie et de résilience locales face à la perturbation des écosystèmes, au même titre que la migration vers les centres urbains ou l'ajustement des pratiques agricoles. En temps de conflits, ces adaptations deviennent cependant limitées ou dangereuses pour les populations civiles⁷⁶.

⁶⁹ CHARBONNEAU Bruno, « [The production of climate security futures in the West African Sahel](#) », *African Affairs*, 2024, pp.1-20. ; VON ÜEXKULL Nina et BUHAUG Halvard, « [Security implications of climate change: a decade of scientific progress](#) », *Journal of Peace Research*, vol.58, n.1, 2021, pp.3-17. ; BENJAMINSEN Tor et BA Boubacar, « [Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency](#) », *African Security*, vol.14, n.1, 2021, pp.4-26.

⁷⁰ POTTS Mary, RÜTTINGER Lukas et VIVEKANANDA Janani, « [What does the IPCC report tell us about climate and conflict?](#) », *Climate diplomacy*, 7 mars 2022. ; « [Climate change 2022: impacts, adaptation and vulnerability](#) », GIEC, 2022.

⁷¹ KRAMPE Florian, *loc. cit.* ; CHARBONNEAU Bruno, *loc. cit.* ; VON ÜEXKULL Nina, *loc. cit.* BENJAMINSEN Tor et BA Boubacar, *loc. cit.* ; NGUYEN Anne, « [Le changement climatique causera-t-il de nouveaux conflits armés?](#) », Éclairages du GRIP, GRIP, décembre 2024.

⁷² BORBI Michael, *loc. cit.* KAMAGATE Harouna, *loc. cit.*

⁷³ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

⁷⁴ « [Comment un projet de gestion de la transhumance contribue à la paix et la cohésion sociale au Mali](#) », MINUSMA, ONU, 12 mai 2023.

⁷⁵ KRAMPE Florian, *loc. cit.*

⁷⁶ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

Le deuxième cas montre comment, dans le contexte particulier de la guerre civile somalienne, l'enrôlement de combattants dans les camps de réfugiés et de déplacés internes a été facilité par une crise des ressources naturelles liées aux changements climatiques. Dans les années 2000, une importante partie de la population somalienne était déplacée dans des campements d'urgence en raison de la guerre civile. Les personnes y ont été exposées à la famine, et à des problèmes sanitaires liés à la promiscuité, à l'insalubrité des lieux et à l'insuffisance des ressources. En plus de cela, les civils ont été ciblés par les groupes armés tels qu'Al-Shahab. La milice avait profité des faiblesses de l'État et de la vulnérabilité des réfugiés pour dévier l'assistance humanitaire et s'imposer comme pourvoyeur d'aide. À la faveur d'une pénurie alimentaire et hydrique causée par des sécheresses récurrentes, l'organisation avait fait des camps un vivier de recrutement de combattants qui grossissaient ses rangs en l'échange de sécurité, d'un salaire et de biens de première nécessité. Bien que présente en dehors des contextes d'urgences climatiques, les chercheurs Karolina Eklöw et Florian Krampe précisent que cette péjoration de la sécurité (étatique comme humaine) est, en Somalie, aggravée par les conséquences des changements climatiques⁷⁷. Ces deux cas montrent comment les populations sont précarisées par la conjoncture entre changements climatiques et conflits armés. Pour les missions, cela implique une demande accrue en matière d'aide humanitaire, et une vigilance renforcée autour de la protection des civils.

Enfin, les phénomènes rattachés aux changements climatiques exposent les civils, comme le personnel des missions, à des risques sanitaires importants, parmi lesquelles les pathologies citées en amont – malaria, maladies liées à l'eau contaminée et/ou polluée, déshydratation, etc. Au même titre que les membres de contingents onusiens, l'intégrité physique des populations est menacée par les déplacements de mines et de restes non explosés de guerre par les crues et les inondations. Cependant, les civils sont indubitablement plus vulnérables que le personnel en uniforme : contrairement aux effectifs onusiens sur un terrain de conflit armé, ils n'ont pas nécessairement accès aux mesures préventives, aux soins médicaux de proximité, ou à des possibilités d'évacuation. Les changements climatiques, combiné aux conflits armés et à l'affaiblissement des institutions étatiques, peuvent donc considérablement dégrader leur santé.

Encadré 4 : Les effets différentiels des changements climatiques sur les femmes et les filles

Si le dérèglement climatique affecte l'ensemble de la population mondiale, elle touche différemment les personnes selon leur genre. Les études conduites à ce sujet sont unanimes : les femmes et les filles sont plus pénalisées par les changements climatiques⁷⁸.

En premier lieu, les femmes et les enfants ont moins de chances de survivre à une catastrophe naturelle. Lors du tsunami d'Aceh (2004) au Bangladesh par exemple, ils constituaient la majeure partie des victimes. Les recherches menées ont déterminé que les assignations de genre ont poussé nombre de femmes à sacrifier leur vie pour assurer l'évacuation de leurs proches. De plus, une grande partie des victimes féminines n'avaient pas acquis de base en natation, contrairement aux hommes et aux garçons de leur entourage⁷⁹.

⁷⁷ EKLÖW Karolina et KRAMPE Florian, « [Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia](#) », *SIPRI*, octobre 2019; BROEK Emilie et HODDER Christophe, « [Towards an Integrated Approach to Climate Security and Peacebuilding in Somalia](#) », *SIPRI*, juin 2022.

⁷⁸ NGCAMU Bethuel, « [Climate change effects on vulnerable populations in the Global South: a systematic review](#) », *Natural Hazards*, vol.118, n.2, septembre 2023, pp.977-991.

⁷⁹ RAHIEM Maila, RAHIM Hsuni et ERSING Robin, « [Why did so many women die in the 2004 Aceh Tsunami? Child survivor accounts of the disaster](#) », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol.55, 2021, pp.1-10.

En deuxième lieu, les femmes et les filles sont plus exposées aux violences sexistes et sexuelles (VSS) lors de catastrophes climatiques⁸⁰. Lorsqu'elles se trouvent séparées de leurs réseaux de soutien (famille, communauté) pour se mettre à l'abri de désastres, elles peuvent être victimes d'agression sur les routes migratoires, ou dans les camps de déplacés⁸¹.

Plus encore, la modification et l'augmentation de leur charge de travail en temps de désastres augmentent leur vulnérabilité. À titre d'illustration, un membre du personnel de la MINUSS expliquait que, pendant les inondations au Soudan du Sud, les femmes et les filles doivent marcher plus loin pour chercher le bois de chauffe, traversant des zones où elles risquent d'être prises pour cibles de violences sexuelles⁸². Cela fait écho aux travaux de Bharat Desai, Moumita Mandal ou encore Marisa Ensor sur la corvée de l'eau au Darfour. En temps de sécheresse, les femmes et les filles, à qui ce travail est souvent attribué, doivent parcourir de longues distances jusqu'aux points d'eau. Dans ces circonstances aussi, elles peuvent être agressées⁸³. Enfin, les violences intercommunautaires et le vol de bétail – exacerbé en temps de pénuries, s'accompagnent souvent de VSS commises sur les femmes et les filles par les membres de groupes armés⁸⁴.

Enfin, un nombre croissant de publications montre que les changements climatiques vont de pair avec une augmentation du mariage des enfants. Face aux mauvaises récoltes, les unions précoces sont une stratégie de survie pour les familles, qui espèrent confier la responsabilité de leur fille à un ménage mieux doté, qu'une dot soit engagée ou non⁸⁵.

À cet égard, l'intégration de politiques sensibles aux dimensions de genre et de climat au sein des missions est cruciale. Au sein de la MINUSS, la coopération étroite entre l'unité CPS et des éléments d'UNPOL formés à traiter les VSS permet une observation fine des évolutions climatiques du terrain, et par conséquent, une prévention efficace des violences basées sur le genre en temps de crise environnementale. Ainsi, un informateur de la MINUSS affirmait qu'une protection des civils qui ne tient pas compte des dimensions de genre et de climat pouvait « nuire plus qu'aider ». Pousser les populations à s'abriter d'un désastre sans prendre en compte les risques de violences sexuelles subies par les femmes déplacées revient à placer celles-ci en ligne de mire des agresseurs⁸⁶.

Une collaboration entre les missions, les organismes de coopération sud-nord et les associations locales permettrait une prévention horizontale contre les violences faites aux femmes et aux filles. Par ailleurs, la formation des juristes et policiers des États hôtes s'avère cruciale dans le traitement juridique des VSS⁸⁷.

Alors que les missions sont elles-mêmes immobilisées par les effets du dérèglement climatique, leur cahier des charges s'alourdit en raison de la multiplication des menaces sur la sécurité humaine. Les

⁸⁰ DESAI Bharat et MANDAL Moumita, « [Role of Climate Change in Exacerbating Sexual and Gender-Based Violence against Women: A New Challenge for International Law](#) », *Environmental Policy and Law*, vol.51, 2021, pp.137-157.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

⁸³ DESAI Bharat et MANDAL Moumita, *loc. cit.* ; ENSOR Marisa, « [Climate disasters, mass violence and human mobility in South Sudan: Throuh a gender lens](#) », *Genocide Studies and Prevention: an international journal*, vol.16, n.1, 7 juillet 2022, pp. 60-75.

⁸⁴ ELLSBERG Mary, MURPHY Mary et al., « [‘If You Are Born a Girl in This Crisis, You Are Born a Problem’: Patterns and Drivers of Violence Against Women and Girls in Conflict-Affected South Sudan](#) », *Violence against women*, vol.27, n.15-16, décembre 2021, pp.3030-3055.

⁸⁵ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025. SELLERS Sam, « [Gender and Climate Change : a closer look at existing evidence](#) », *Global Gender and Climate Alliance*, novembre 2016.

⁸⁶ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

⁸⁷ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

changements climatiques complexifient donc l'exécution du mandat de protection des civils inhérent aux opérations de maintien de la paix.

2.2 Impact des crises climatiques sur la capacité des missions à s'acquitter de leurs mandats

Les changements climatiques alourdissent les mandats des opérations de maintien de la paix à de multiples aspects, parmi lesquels la protection des civils, les affaires politiques, et le soutien de l'État hôte dans la construction de la paix. Par son caractère imprévisible, il perturbe la planification des missions, et donc leur capacité à répondre aux différentes urgences sécuritaires.

Sur le plan de la sécurité humaine, les dérèglements environnementaux ont haussé le nombre de personnes en besoin d'assistance – que ce soit l'aide humanitaire suite à un phénomène à déclenchement rapide (inondation, feux), ou plus diffus (famine). En fin 2024, l'*Internal Displacement Monitoring Center* dénombrait 87,4 millions de personnes vivant en situation de déplacement interne en raison des guerres – soit 7,5 millions de plus qu'en 2023. Une majeure partie des nouveaux déplacements (45,8 millions de personnes concernées) est causée par les désastres naturels⁸⁸. Au Soudan du Sud, terrain de la MINUSS, il y a actuellement autant de déplacements internes causés par les combats que par les inondations⁸⁹. Pour les OP, la vulnérabilité des civils aux changements climatiques alourdit le cahier des charges en matière de protection des populations. Ainsi, la saison des pluies au Soudan du Sud implique un déploiement important de Casques bleus dans la construction et la réparation de digues, lesquelles sont régulièrement patrouillées pour assurer leur solidité pendant les crues. Pendant la saison humide, les ingénieurs de la MINUSS travaillent en continu. La mission collabore par ailleurs avec les autres agences onusiennes, parmi lesquelles le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les autorités locales pour la fourniture de biens de première nécessité⁹⁰. Elle assure aussi la sécurité des convois humanitaires⁹¹. Dans le futur, les différents dérèglements de l'écosystème global pourraient pousser les missions à affecter une part croissante des troupes à l'aide humanitaire, en partenariat avec d'autres institutions onusiennes, telles que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), mais aussi les gouvernements hôtes et les organisations locales⁹².

Les changements climatiques, lorsqu'ils interagissent avec les conflits armés, péjorent la sécurité des populations. Par conséquent, ils sollicitent l'attention et la vigilance à tous les niveaux du mandat de protection des civils, de la planification à la conduite des patrouilles. À cet égard, les missions sont toujours plus amenées à surveiller et prévenir la conflictualité générée par les aléas météorologiques liés à la perturbation des écosystèmes – tels que la modification des routes de transhumances en adaptation aux dérèglements du climat. L'expérience malienne avait déjà démontré l'importance pour la MINUSMA d'encourager le dialogue autour des changements climatiques. Combinées à un accompagnement des pasteurs, à la délimitation des zones de fourrage et au creusement de nouveaux points d'abreuvement, les mesures entreprises par la Mission ont permis de désamorcer en amont les affrontements intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs⁹³. En outre, un membre du personnel de la Mission souligne la perception positive des populations locales de ces projets dits « à impact rapide »⁹⁴. Ces mesures révèlent donc l'importance d'une approche préventive plutôt que réactive, et de généraliser une planification sensible au climat à chaque échelle des mandats⁹⁵.

⁸⁸ « [IDMC Report: Record 83 Million People Living in Internal Displacement Worldwide](#) », Environmental migration portal, IOM, 14 mai 2025.

⁸⁹ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

⁹⁰ « [UNMISS and humanitarian partners battling floods in Bentiu, South Sudan, to protect IDPs](#) », UNMISS, 12 octobre 2022.

⁹¹ « [Catastrophic flooding affects thousands of families in conflict-ridden Pibor](#) », UNMISS, 13 octobre 2017.

⁹² KRAMPE Florian, *loc. cit.*

⁹³ NGUYEN Anne, *loc. cit.*, 2025.

⁹⁴ Entretien avec un ancien membre du personnel de la MINUSMA, 29 octobre 2025.

⁹⁵ NGUYEN Anne, *loc. cit.*, 2025.

Par ailleurs, le dérèglement climatique complique le travail de construction de la paix engagé par les États hôtes en collaboration avec les missions. De fait, la survenance de catastrophes, qu'elles soient d'origine climatique ou non, peut significativement amoindrir la capacité d'action des États hôtes – y compris en matière de prévention des conflits⁹⁶. L'exemple donné plus haut sur le vol de bétail par des milices démontre aussi les difficultés auxquelles fait face l'État sud-soudanais à garder un contrôle effectif sur la circulation des armes légères et de petit calibre, ainsi qu'à empêcher les attaques sur les populations civiles⁹⁷.

Même lorsque les perturbations environnementales sont plus diffuses, la construction de la paix peut être affectée. Les différentes activités de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) soutenues par certaines OP comme la MINUSMA et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) ont été fortement retardées par le manque de développement économique et la crise climatique. En effet, le DDR repose largement sur un retour à la vie civile par le travail de la terre, lequel est précarisé par le dérèglement climatique. Les effets des changements climatiques amoindrissent donc les chances de succès de ces programmes critiques dans la désescalade des conflits. La MINUSMA appuyait la réinsertion de 16 000 anciens combattants au nord Mali. Les canicules répétées dans la région ont généré d'importantes pertes de sols cultivables et de bétail. Les opportunités économiques – déjà peu nombreuses dans la région, sont donc réduites par les effets des changements climatiques. Or, des perspectives matérielles favorables et pérennes sont essentielles aux activités de DDR. Lorsque les activités civiles ne peuvent assurer leur survie, il est difficile pour certains combattants de rendre les armes⁹⁸. Au Congo, la MONUSCO est confrontée à une dynamique similaire. Entre 50% et 80% des anciens combattants démobilisés optent pour un retour à la vie civile à travers l'agriculture. Ils jouissent pour cela du soutien de la Mission à travers la dispense de formations gratuites et la distribution de semences. Cependant, ces efforts sont paralysés par l'incertitude climatique sur les activités agricoles. De nombreux bénéficiaires reprennent donc les armes pour assurer leur survie⁹⁹. Toutefois, cela ne signifie pas que, face aux changements climatiques, le DDR serait vain. Les spécialistes s'accordent plutôt sur le besoin pour les missions d'intégrer les questions environnementales dans la construction d'une paix durable¹⁰⁰.

Encadré 5 : l'intégration des enjeux environnementaux dans les mandats des missions

Depuis les années 1990, notamment lors de l'élaboration de la Mission préparatoire des Nations unies au Cambodge, des clauses relatives aux enjeux environnementaux ont été incluses dans le(s) mandat(s) des opérations de paix onusiennes. Dès la moitié des années 2010, les thématiques spécifiques au nexus CPS sont soulevées dans la conduite de plusieurs OP à l'instar de la MINUSMA ([S/RES/2423](#)), la MINUSS ([S/RES/2567](#)) ou encore la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ([S/RES/2759](#)).

Pour les missions, l'existence d'un langage précis n'est pas toujours nécessaire pour mettre en œuvre des mesures environnementales sur le terrain. À titre d'illustration, la MINUSS — OP avec les programmes environnementaux les plus développés — n'incluait pas de clause relative aux changements climatiques dans son mandat de base ([S/RES/1996](#)). Cependant, l'imbrication de cette problématique à la protection des populations civiles, conjuguée à l'importance accordée à ce sujet par la direction de la Mission, a résulté en l'adoption extensive de politiques de prévention et d'atténuation des effets du dérèglement climatique¹⁰¹. On peut citer, entre autres, l'élaboration de

⁹⁶ KRAMPE Florian, *loc. cit.* HEGAZI Farah *et al*, *loc. cit.*

⁹⁷ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

⁹⁸ HEGAZI Farah *et al*, *loc. cit.*

⁹⁹ HEGAZI Farah *et al*, *loc. cit.* ; VERVISCH Thomas, MUDINGA Emery et MUZALIA Godefroid, « [MONUSCO's Mandate and the Climate Security Nexus](#) », Policy Brief, *Governance in conflict network*, 2020.

¹⁰⁰ HEGAZI Farah *et al*, *loc. cit.*

¹⁰¹ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

mécanismes d'alerte précoce, une planification sensible au climat à tous les échelons, le recrutement d'unités spécialisées dans la gestion de crises environnementales, des formations en déploiement sur les enjeux CPS, et l'établissement de points de contact « climat » dans tous les organes opérationnels de la MINUSS.

Il reste que la mise en œuvre des politiques CPS dépend de l'intérêt discrétionnaire que leur voue la direction de chaque opération. Alors que certaines missions comportent des unités dédiées, d'autres ne peuvent se fier que sur le travail gracieux de volontaires parmi les membres de leur personnel. Dans un contexte de crise politique et sécuritaire, la direction de certaines OP relègue les enjeux environnementaux à l'arrière-plan, afin de prioriser la restauration de l'ordre et la sûreté des populations civiles¹⁰².

Au niveau institutionnel, le manque de prescriptions claires et de critères d'évaluation rend difficile la mise en place d'une planification des missions englobant les dimensions climatiques. Bien qu'il existe d'importantes lignes directrices sur la réduction de l'impact environnemental des OP¹⁰³ et leur transition aux énergies renouvelables¹⁰⁴, l'intégration des risques climatiques dans les mesures de prévention des conflits onusiennes – qui comprennent les OP –, avait essuyé le veto de la Fédération de Russie en 2021 au CSNU¹⁰⁵. Depuis le premier, puis le second mandat du président Donald Trump, le climatocépticisme du gouvernement étatsunien s'est reflété à travers une forte opposition à l'inclusion des enjeux environnementaux dans les discussions onusiennes, et ce y compris au CSNU¹⁰⁶. Par conséquent, l'intégration des dimensions climat, paix et sécurité n'est pas dotée d'un cahier de charge arrêté et uniformisé.

Néanmoins, cela n'empêche pas la prise en compte de ces enjeux dans la planification des missions, à l'instar du DAO, qui prend en compte une multiplicité de variables dans sa modélisation des risques opérationnels dans la constitution des OP¹⁰⁷. Par ailleurs, le Mécanisme Climat Sécurité soutient la prise en compte des multiples implications des changements climatiques sur la conduite des OP, à travers la formation et la sensibilisation et par le déploiement de sept spécialistes CPS au sein de différentes missions de terrain¹⁰⁸.

Plus encore, les changements climatiques affectent la programmation des missions par le dérèglement des systèmes météorologiques. Le caractère imprévisible des tempêtes, des crues et autres épisodes météorologiques exceptionnels complexifie la planification de l'aide d'urgence et la prévention des pics de violence. Ratia Tekenet (MINUSS) expliquait par exemple qu'en périodes de pluies, le Soudan du Sud connaissait une accalmie de affrontements intercommunautaires. Or, depuis la hausse de la fréquence et de la gravité des inondations, la saison humide marque une augmentation de la conflictualité¹⁰⁹. Cela impose aux missions une disponibilité opérationnelle constante. Cependant, la présence d'un effectif formé dans les bases les plus proches des zones à risques n'est pas toujours

Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

¹⁰² Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

¹⁰³ « [The Way Forward: Environment Strategy for Peace Operations 2023-2030 Responsibility, Ambition, Legacy](#) », Département de l'Appui opérationnel, ONU, 2023.

¹⁰⁴ « [SDG7 Energy Compact of Renewable energy for peacekeeping - A next Decade Action Agenda to advance SDG7 on sustainable energy for all, in line with the goals of the Paris Agreement on Climate Change](#) », ONU, 2021.

¹⁰⁵ « [Security Council Fails to Adopt Resolution Integrating Climate-Related Security Risk into Conflict-Prevention Strategies](#) », UN News, 13 décembre 2021.

¹⁰⁶ NIILER Eric, « [U.S. Helped to Weaken Report at U.N. Environment Talks, Participants Say](#) », *The New York Times*, 11 décembre 2025; WALDMAN Scott et SCHONHARDT Sara, « [Trump urges the world to abandon climate fight](#) », *EE News by Politico*, 24 septembre 2025.

¹⁰⁷ Entretien avec un membre du personnel du DAO, 12 novembre 2025.

¹⁰⁸ « [2024 Progress report. A year of rising heat and risk](#) », Climate Security Mechanism, ONU, mai 2025.

¹⁰⁹ TEKENET Ratia, *loc. Cit.*

garantie, en raison de l'intégration lacunaire des questions environnementales et humanitaires dans la formation du personnel en uniforme¹¹⁰. Cela étant, cet écart de compétences semble se combler grâce à des programmes d'enseignement, tels que ceux proposés par le Mécanisme de sécurité climatique¹¹¹, et le CCCPA¹¹². La MINUSS a par ailleurs engagé en 2024 un contingent militaire pakistanais spécialisé dans la prévention et l'atténuation des effets des inondations¹¹³.

En résumé, les changements climatiques dégradent les conditions d'engagement du personnel onusien, alors même qu'il complexifie la réalisation du mandat des missions. En augmentant la vulnérabilité et le nombre de civils à assister et protéger ainsi qu'en dressant des obstacles sur la construction de la paix, ils alourdissent le cahier de charge des OP.

Conclusion

Cette analyse non exhaustive des incidences des changements climatiques sur les facultés des missions à s'acquitter de leur mandat met en lumière plusieurs constats. Dans un premier temps, les praticiennes et praticiens du maintien de la paix soulignent l'effet immobilisant des dérèglements climatiques sur les contingents onusiens. Tant les capacités matérielles que les ressources humaines des OP sont affaiblies. Dans un second temps, le cahier des charges des missions s'alourdit en raison de la dégradation de la sécurité humaine par les perturbations des écosystèmes. Spécifiquement, les mandats de protection des civils et de construction de la paix se heurtent à des défis majeurs. Alors que leurs moyens sont limités, il est de plus en plus attendu des OP qu'elles prennent part à la prévention et à la réponse aux désastres liés au dérèglement climatique. Ratia Tekenet (MINUSS) déclarait à ce propos que les changements climatiques font du maintien de la paix « un cauchemar logistique »¹¹⁴ dans lequel les capacités des OP sont réduites face à des urgences toujours plus saillantes.

À l'heure où les finances onusiennes sont ébranlées¹¹⁵, l'adoption d'une planification sensible au climat dans les OP est incertaine. Plus encore, les questions climatiques subissent un déclassement de l'agenda politique. S'il existait auparavant des résistances à l'intégration de l'évolution du climat dans les OP en temps normal, la réticence de certains États membres du CSNU – lesquels affichent une position climatosceptique assumée –, pourrait s'exacerber¹¹⁶. Or, la crise de liquidité qui touche l'ONU depuis 2024¹¹⁷ affecte déjà, en 2025, les mesures mises en œuvre par les OP à cet égard, témoigne un membre de la MINUSS interrogé dans le cadre de ce travail. L'instauration d'une approche CPS dans les missions repose principalement sur la planification et le développement de compétences – des équipes de soutien aux éléments de terrain. Les coupes budgétaires ont, au cours de l'année 2025, restreint les moyens disponibles à la formation des effectifs déployés. Dans une perspective de

¹¹⁰ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

¹¹¹ « [Climate Change, Peace and Security: Understanding Climate-Related Security Risks Through an Integrated Lens](#) », *One UN Climate Change Learning Partnership (UN CC:Learn)*, consulté le 17 novembre 2025.

¹¹² « [Le CCCPA organise une formation en français sur le thème du « climat, la paix et la sécurité dans le cadre des opérations de de paix » avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie \(OIF\)](#) », CCCPA, consulté le 17 novembre 2025. ; NGUYEN Anne, *loc. cit.*, 2025.

¹¹³ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 14 octobre 2025.

¹¹⁴ TEKENET Ratia, *loc. cit.*

¹¹⁵ Voir notamment « [Afrique Midi, ONU: près de 14 000 casques bleus bientôt rapatriés face à une coupe budgétaire historique](#) », *RFI*, le 14 octobre 2025.

¹¹⁶ SCARTOZZI Cesare, « [Climate-Sensitive Programming in International Security: An Analysis of UN Peacekeeping Operations and Special Political Missions](#) », *International Peacekeeping*, vol.29, n.3, 27 mai 2022, pp.488-521. ; MARTENS Lucile et SHOSHAN Malkit, *loc. cit.*

¹¹⁷ CHEN Eugene, « [The liquidity crisis at the United Nations](#) », *Center on International Cooperation*, août 2024.

réduction de 15% du personnel en uniforme dans les OP, il est fort probable que des contingents, préalablement entraînés, quittent les missions sans l'assurance d'une passation de leur expertise¹¹⁸.

Il reste que sur le long terme, les changements nécessaires n'occasionneront pas obligatoirement un surcoût – au contraire, ils pourraient permettre aux missions d'importantes économies, notamment à travers l'usage d'énergies renouvelables. Bien que des investissements soient indispensables, il ne s'agit pas simplement d'ajouter des tâches supplémentaires sur le plan environnemental à des missions préalablement en proie à une surcharge des mandats. Il est en revanche question de prendre en compte les évolutions du climat, et d'adapter les pratiques du maintien de la paix aux réalités posées par un monde à plus de 1,5°C.

Face à cette problématique, les instances onusiennes ont déjà déployé de nombreuses stratégies. Les initiatives et politiques citées dans le rapport sont le produit de vingt ans de discussions, de négociations et de construction d'une expertise du maintien de la paix en situation de crise écologique¹¹⁹. Malgré les fréquentes résistances à une inclusion de ces questions dans le mandat des OP¹²⁰, les mécanismes d'alertes précoces, le développement de nouvelles formations, l'engagement de spécialistes climat au sein des missions, ou la constitution d'unités CPS attestent d'un besoin avéré pour les missions, les États hôtes et les pays contributeurs de troupes et de police.

Cependant, ces efforts restent trop souvent tributaires de la disponibilité du personnel et des priorités définies par les têtes de missions. La plupart des effectifs en uniforme onusien œuvre dans des zones où crises environnementales et sécuritaires se chevauchent. Malgré cela, l'intégration des enjeux climatiques dans la planification des opérations n'est pas encore en systématique. Par conséquent, des mesures adoptées peuvent être inadaptées, ou alors, les réponses seront uniquement réactives plutôt que préventives.

Alors que le dérèglement climatique reconfigure en profondeur les contextes d'intervention, il est essentiel que les OP intègrent pleinement ses enjeux à tous les niveaux de leur action. De la programmation au retour d'expérience des troupes, en passant par les patrouilles, la prévention, l'assistance humanitaire et la formation des unités policières, prendre en compte et anticiper les effets des changements climatiques permettrait aux OP de s'acquitter de leur mandat de manière plus efficace, pour une paix plus pérenne.

Recommandations

« Le climat change. Il est maintenant temps pour les missions de changer elles aussi », concluait Ratia Tekenet lors de la conférence de l'OBG d'Accra. Il s'agit ici de lister de façon non exhaustive les différentes solutions d'adaptation pour les OP sur le terrain, que ce soit pour pallier les effets des changements climatiques sur les troupes que pour mieux remplir le mandat de protection des populations civiles. Ces recommandations sont structurées en trois phases : l'amont des missions, leur déploiement et le retour d'expérience.

En amont des missions

1. Assurer la formation des contingents déployés sur des terrains de crise climatique à travers la coopération entre PCT et institutions onusiennes

Étant donné que 80% de l'effectif en uniforme déployé dans les OP intervient en contexte de crise climatique, une connaissance des enjeux CPS est cruciale à l'appréhension du terrain. Sur le volet de la protection des populations civiles, une compréhension des imbrications entre sécurité, genre et changements climatiques permet au personnel d'agir de manière adaptée.

¹¹⁸ Entretien avec un membre du personnel de la MINUSS, 29 octobre 2025.

¹¹⁹ SCARTOZZI Cesare, *loc. cit.* ; MARTENS Lucile et SHOSHAN Malkit, *loc. cit.*

¹²⁰ NGUYEN Anne, *loc. cit.*, 2025.

Par ailleurs, une formation à l'intervention face aux urgences climatiques peut s'avérer décisive face aux phénomènes à déclenchement rapide (inondations et crues, parmi d'autres).

Cet enseignement, lié à la formation des Casques bleus et Bérêts bleus par les pays contributeurs de troupes et de police, peut être assuré par les différentes écoles du maintien de la paix nationales ou régionales. De telles formations existent déjà, notamment au CCCPA. Elles peuvent être renforcées et encouragées à travers une collaboration étroite avec des organismes onusiens tels qu'UNITAR, le Mécanisme Climat-Sécurité ou encore le PNUE. Du côté du DOP, la sensibilisation et la formation du personnel en uniforme à l'atténuation des effets des changements climatiques sur les OP, et au nexus CPS pourraient être intégrées dans les standards de pré-déploiement.

2. Prendre en compte les éléments climatiques dès la planification des opérations

Les perturbations climatiques sont présentes sur un nombre important de missions. Selon les spécialistes et le personnel de terrain, intégrer ces risques dans la planification des OP offre la possibilité d'anticiper les phénomènes climatiques. Ainsi, prendre en compte les bouleversements météorologiques permet de déployer des troupes correctement entraînées. Une adaptation du matériel aux contraintes climatiques prévient la perte d'équipement en raison de sinistres autrement prévisibles. Notamment, une meilleure dotation en transport aérien, en tension depuis plusieurs années dans les OP, peut s'avérer déterminante dans la transition des OP vers une approche sensible au climat.

Enfin, une compréhension fine des interactions entre crise climatique et protection des civils permet une démarche mieux ciblée dans l'assistance aux populations face aux désastres climatiques. Une intégration des questions relatives au genre et à l'âge assure une protection plus efficace des femmes et des filles, ainsi qu'une attention particulière aux jeunes dans la construction de la paix.

3. Inscrire des objectifs clairs et durables en matière d'adaptation des missions aux changements climatiques lors de l'élaboration des mandats

L'une des difficultés auxquelles les OP font face dans la mise en œuvre de mesures sensibles au climat est, au-delà de la résistance de certains États membres, l'absence d'objectifs clairs en matière de prévention et d'atténuation. Or, l'établissement d'un cahier de charge précis permet aux missions de planifier en amont des sinistres (notamment sous forme de procédures standardisées en temps de crise). De même, il rend possible l'évaluation des dispositifs appliqués, ce qui pourrait déboucher sur une adaptation plus rapide des OP aux changements climatiques.

Pendant le déploiement

4. Intégrer un spécialiste climat, paix et sécurité au sein des missions concernées par les phénomènes climatiques

La présence de spécialistes en climat, voire d'une unité climat, dans les missions touchées par les défis liés aux changements climatiques permet une meilleure prise en compte de ses dimensions multiples. À l'instar de la MINUSS, ces expertes et experts peuvent former des points de contact dans chaque unité de l'OP, et ainsi s'assurer de l'intégration des enjeux climatiques à tous les échelons de la mission.

L'établissement de postes dédiés ouvre également des perspectives d'échange et de coopération entre différentes unités (Casques bleus, bérêts bleus et personnel civil) et de diffuser de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques au sein des missions.

Ces personnes peuvent être déployées à travers des collaborations avec le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Leur présence sur le terrain peut aussi être le résultat d'une dotation en nature ou financière d'États contributeurs au maintien de la paix.

5. Collaborer à l'établissement de compétences relatives au climat entre les missions, les organisations de la société civile et les institutions de l'État hôte

Un des défis importants dans l'adaptation des missions se trouve dans le volet de la construction, avec les autorités et la société civile de l'État hôte, de compétences avancées dans la prise en charge des enjeux relatifs au climat. La constitution, avec les forces armées, les unités de police et les fonctionnaires, de capacités d'anticipation des phénomènes météorologiques extrêmes, d'alerte précoce et de protocoles d'urgence est bénéfique en plusieurs points. La coopération avec les organisations de la société civile est critique, surtout dans les aspects relatifs à la prévention contre les violences intercommunautaires et les VSS.

Ces collaborations permettent au personnel des OP de bénéficier des connaissances locales sur les changements climatiques, et multiplient les relais d'action en temps de crise. Cette expertise est d'autant plus précieuse qu'une réduction de 15% de l'effectif des missions est attendue pour 2026, les privant d'un personnel préalablement formé aux problématiques environnementales.

6. Augmenter le ratio d'énergie renouvelable produite par les missions

Une bonne couverture des OP en matière d'énergie renouvelable assure leur fonctionnement en cas de catastrophes, et plus largement face aux urgences humanitaires. En garantissant un approvisionnement local en électricité, les missions réduisent leur dépendance aux combustibles fossiles et à des ravitaillements risqués et aléatoires en situation de crise sécuritaire et climatique.

En retour de terrain

7. Assurer un héritage environnemental positif des OP

Lors du retrait des missions, les infrastructures en énergies renouvelables développées par l'ONU peuvent être léguées à l'État hôte, laissant ainsi un héritage positif aux communautés locales. Ce dernier peut aussi prendre la forme d'une amélioration technique des infrastructures énergétiques locales.

8. Mettre en place des audits sur les vulnérabilités climatiques des missions

Des audits sur les vulnérabilités climatiques des missions permettent à ces dernières de s'adapter rapidement aux effets de l'urgence environnementale. Ils pourraient évaluer le matériel, les mesures adoptées en matière de CPS, les compétences et la santé du personnel déployé.

Évaluer le matériel - plus particulièrement les véhicules et les générateurs à l'aune de leur adaptation aux effets des changements climatiques, permet d'adapter le matériel des contingents.

Lorsque des mesures CPS sont mises en place, des évaluations régulières de dégager les bonnes pratiques. Un point d'attention pourrait être porté sur la planification et l'intégration des dimensions CPS, genre et âge dans l'action des différentes unités de la mission.

Il s'agit aussi de comprendre les effets des changements climatiques sur la santé – et donc la performance, des soldats. Ainsi, des protocoles incluant témoignages et visites médicales pourraient être mis en place pendant les missions, puis au moment du départ d'une unité.

Ces évaluations devraient permettre au DOP, au DAO, aux missions et aux PCT de mieux saisir les vulnérabilités climatiques des OP. Elles permettent d'adapter rapidement le matériel, la formation et les pratiques à la réalité des changements climatiques sur le terrain.

9. Adapter les formations aux terrains en partant du RETEX et des audits climatiques

Une demande récurrente du personnel interrogé au cours de cette recherche, et lors du séminaire de l'OBG à Accra est la formation aux enjeux climatiques. L'enrichissement des formations actuelles et à venir dotera aux effectifs déployés d'une connaissance pratique régulièrement mise à jour. Les retours d'expérience (RETEX) et les audits climatiques (cf. recommandation n.8) peuvent alimenter les différents modules d'enseignement destinés aux rotations de personnel suivantes, voire aux OP à venir.

À propos de l'autrice



Anne Nguyen est chercheuse au sein du GRIP. Elle est détentrice d'un Master en Relations Internationales – sécurité, paix et conflits à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'un Doctorat en sciences politiques de l'ULB. Ses domaines d'expertise sont les études de paix, les problématiques post-conflit et les questions environnementales liées à la conduite de la guerre.

L'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix constitue un cadre de discussion entre experts et personnalités francophones issus de pays contributeurs de personnel. Il s'inscrit en cela dans un objectif de renforcement du dialogue triangulaire entre les États engagés dans le maintien de la paix, le Conseil de sécurité et le Secrétariat des Nations unies.

Pour en savoir plus sur l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix :
<https://www.observatoire-boutros-ghali.org>

